Jocelyne Porcher, *Cause animale, cause du capital*

Bernard Formoso

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesrurales/23263>

DOI : 10.4000/etudesrurales.23263

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2020

Pagination : 250-253

ISBN : 978-2-7132-2834-6

Référence électronique

Bernard Formoso, « Jocelyne Porcher, *Cause animale, cause du capital* », *Études rurales* [En ligne], 205 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 04 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/23263> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.23263>

Jocelyne Porcher,

Cause animale, cause du capital,

Lormont, Le Bord de l'eau (« Documents »), 2019, 115 p.

Existe-t-il une collusion d'intérêts entre les promoteurs de la *clean meat* issue des biotechnologies et les activistes de la cause animale ? Si oui de quelle nature est-elle et quels sont ses possibles effets sur les rapports interspécifiques ? Telles sont les deux principales questions dont traite Jocelyne Porcher dans le présent essai. L'auteur est d'autant plus qualifiée pour y répondre qu'elle combine le sens critique du scientifique à l'expérience du praticien. Aujourd'hui chercheuse à l'Inra, elle a auparavant élevé des brebis et fut un temps salariée de porcherie industrielles.

L'enjeu épistémologique de son questionnement est de taille. En effet, les militants vegan et les concepteurs d'une viande produite par l'agriculture cellulaire (Cell-Ag), ou bio-ingénierie¹, agissent les uns et les autres en faveur de la disparition des pratiques d'élevage. Ce faisant, ils enclenchent une mutation des comportements alimentaires et des modes de vie qui laisse irrésolu le devenir des animaux de ferme et pourrait bien les transformer en concurrents pour l'accès aux ressources, tout en dégradant les rapports

cognitifs, affectifs et esthétiques qui les lient depuis des millénaires aux humains. Cette révolution, encore à un stade embryonnaire, est d'autant plus menaçante que les arguments mis en avant par ses promoteurs bénéficient d'une grande publicité dans les médias au nom d'un « monde meilleur » et qu'elle est soutenue financièrement par de puissants investisseurs et influenceurs, tels Bill Gates (Microsoft), Jeff Bezos (Amazon), Mark Zuckerberg (Facebook), Richard Branson (Virgin Group) et Elon Musk (SpaceX).

Dans le premier chapitre, la sociologue passe au crible de la critique la promesse d'un monde plus durable et plus respectueux de la vie que les entrepreneurs de la Cell-Ag et les animalistes présentent comme le motif essentiel de leurs actions. Les arguments mis en avant pour un nouveau modèle alimentaire sont multiples : la croissance de la population mondiale et les défis nutritionnels mais aussi écologiques qu'elle impose, l'incapacité de l'industrie des productions animales à répondre à la demande et le bien-être d'animaux dotés de *sensibilité* (capacité à éprouver des choses) à l'égal des hommes. Le message positiviste que soutiennent ces arguments oppose volontiers « l'élevage industriel » rétrograde et violent à l'innovation scientifique. Or remarque l'auteur, cette comparaison fait injure

1. L'agriculture cellulaire a connu ses premiers et plus spectaculaires succès lorsqu'à la fin des années 1970 une équipe de biologistes réussit à faire produire de l'insuline humaine par la bactérie *E. Coli*. Depuis, l'essentiel de l'insuline injectée aux malades du diabète est produit selon la technique de la Cell-Ag.

à l'histoire tant la zootechnie industrielle ayant émergé au ^{xix}^e siècle et désormais fustigée se réclamait déjà du progrès scientifique. L'étroite connivence des intérêts capitalistes et des thèses soutenues par certains savants n'a jamais failli tout au long d'un processus lié à la modernité et marqué par le détachement progressif envers les animaux de ferme. Si certains philosophes et naturalistes du ^{xix}^e siècle, dans le sillage de René Descartes et de Francis Bacon, justifiaient la violence imposée aux animaux en postulant qu'ils ne pensaient ni ne ressentaient (thèse de l'animal-machine), certains de leurs homologues actuels les présentent inversement comme des êtres conscients et sensibles dont il faut veiller au bien-être et qu'il faut, par conséquent, soustraire à toute forme d'exploitation.

Les premières victimes de ces postures successives furent les agriculteurs. Selon Jocelyne Porcher, ils ont perdu une bataille sémantique décisive en laissant les industriels s'approprier la notion d'élevage pour décrire des procédés de production de masse qui lui sont antinomiques. Si, explique-t-elle, l'élevage à la ferme prend généralement soin des animaux, entretient l'environnement et permet de nourrir sainement les populations, la production industrielle sacrifie à l'inverse la bientraitance sur l'autel du rendement, est polluante et privilégie la quantité au détriment de la qualité. Or le problème est que les abolitionnistes de l'exploitation animale, urbains peu au fait des pratiques paysannes, appliquent sans nuance la notion d'élevage à la totalité des usages

animaliers et discréditent du même coup les plus vertueux d'entre eux.

Parce qu'il est le fait de radicaux ultra-minoritaires prêts à tout pour faire valoir leurs idées, le discrédit dont est victime l'élevage prend appui sur des slogans volontairement caricaturaux et des images *trash* censées provoquer des électrochocs dans l'opinion. La notion « d'abolition » (de l'élevage et de la consommation de viande) illustre parfaitement la rhétorique outrancière que mobilisent certains idéologues de l'animalisme par ses références implicites à l'esclavagisme et à la peine de mort. Les investisseurs dans la biotechnologie, qui peinent à créer une demande significative pour leur *clean meat*, soutiennent discrètement cette stratégie de communication en finançant les associations au lobbying le plus agressif. Au chapitre 3, Jocelyne Porcher révèle notamment que l'association L 214, connue pour ses actions brutales contre les abattoirs et les boucheries, reçoit 20 % de son budget de fonctionnement d'une fondation américaine par ailleurs engagée dans la Cell-Agr et qui fut créée par l'un des fondateurs de Facebook. Elle montre aussi au chapitre précédent que des grandes entreprises de l'agroalimentaire, de la restauration rapide et de la distribution telles Danone, Mac Donald, KFC, Lidl ou Monoprix, cherchent à revaloriser leur image en affichant le bien-être animal comme l'une de leurs priorités.

Cependant, dans les faits, après quarante ans de recherches et de programmes pilotes pour satisfaire cet objectif, la zootechnie industrielle peine à répondre de manière

satisfaisante à la convention européenne de 1996 pour la protection des animaux de ferme, tant l'impératif de rendement fait obstacle.

L'auteur consacre un développement substantiel aux théories de la libération animale et met en relief de manière convaincante l'inconsistance de leurs arguments. En cela, elle apporte un complément utile à l'essai que Jean-Pierre Digard a récemment écrit sur la question². Elle distingue en particulier deux sensibilités et logiques d'action dans les milieux militants, avec d'un côté les « welfaristes » qui cherchent à améliorer le sort des animaux en faisant du *lobbying* pour impulser des réformes graduelles et, de l'autre, les abolitionnistes, partisans d'une refonte radicale de la relation hommes-animaux, celle-ci devant selon eux être expurgée de toute forme d'appropriation et d'exploitation. Les philosophes les plus représentatifs de ce dernier courant, Peter Singer et Gary Francione³, accusent volontiers leurs adversaires et notamment les éleveurs de dissonance cognitive : ils aimeraient leurs bêtes tout en les condamnant à l'abattage et en se repaissant de leur viande. Cependant ces théoriciens « hors sol », ainsi que les qualifie l'auteure, prêtent le flanc aux mêmes critiques. En effet, la

libération des animaux qu'ils prônent ne se préoccupe pas de leur condition post-domestique et s'apparente ainsi à de l'abandon. La thèse, très populaire parmi les anti-espécistes qu'exposent Sue Donaldson et Will Kymlicka dans *Zoopolis*⁴, à mi-chemin des positions « welfaristes » et abolitionnistes, contient également nombre d'apories. Leur projet utopique de citoyenneté élargie à tous les êtres vivants fait entrer sans discernement les animaux dans un cadre moral et juridique pensé par et pour les hommes, où ils n'auront jamais leur mot à dire, en contradiction totale avec la justice et l'égalité de droit dont on voudrait les créditer. De surcroît, ils plaident pour une transformation fondamentale de nos rapports avec les animaux, mais sans proposer de modèle sociétal, délié des intérêts capitalistes, qui la rendrait envisageable.

L'accent mis sur l'éthique dans *Zoopolis* et d'autres essais animalistes conduit Jocelyne Porcher à se demander si « elle est le moteur ou la roue du changement de nos relations avec les animaux » (p. 59). Selon elle, la montée en puissance des théories du bien-être animal ne peut être comprise séparément des puissants intérêts économiques des entreprises de capital-risque et des patrons des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) qui perçoivent l'avancée des biotechnologies de la Cell-Ag comme une opportunité historique pour faire fructifier leurs

2. Jean-Pierre Digard, 2018, *L'animalisme est un contre-humanisme*, Paris, CNRS Éditions, 2018. Voir la chronique de Bernard Formoso, 2018, « Animalisme versus humanisme ? », *Études rurales* 202, p. 204-209.

3. Voir Peter Singer, 1993 (1975), *La libération animale*, Paris, Grasset et Gary L. Francione, 1995, *Animals, Property and the Law*, Philadelphia, Temple University.

4. Sue Donaldson et Will Kymlicka, 2016, *Zoopolis, une théorie politique des droits des animaux*, Paris, Alma Édition (« Essai/Société »).

revenus. Autrement dit, la morale qui place en égalité stricte de droit hommes et animaux est l'instrument, sinon en finalité du moins en pratique, d'une mutation *high-bio-tech* du capitalisme portée par des entrepreneurs que l'opinion publique pare des attributs élogieux d'une vision prometteuse du futur.

Cette vision du devenir de l'humanité est-elle si prometteuse ? Dans la conclusion l'auteur dénonce les risques, ontologiques notamment, que véhicule cette nouvelle doxa. En effet, de son avis, la production de *clean meat* procède d'un déni de vie (plus besoin de faire procréer des animaux) et d'une contraction préoccupante du lien social (plus besoin de s'engager dans des processus longs, complexes et coûteux de domestication). La « viande propre » est du « vivant biologique, mais du mort subjectif » expurgé de tout affect, de toute forme de coopération entre les hommes et les animaux, écrit-elle (p. 106). Faute de mort, il n'y a plus de vie en amont

et la *clean meat* ouvrirait la voie à un cannibalisme d'un nouveau genre et de grande ampleur du fait qu'il porte en germe l'abolition des distinctions entre cellules humaines et non humaines.

Au final, cet essai, concis mais à l'argumentaire dense, lève le voile sur des convergences d'intérêt tenues secrètes entre un néocapitalisme faussement émancipateur et les thèses absurdes que défend sous couvert d'une noble cause un panel diversifié d'« idiots utiles » (politiciens, journalistes, philosophes, influenceurs, activistes altermondialistes). Sa lecture peut donc servir d'utile antidote au pouvoir d'attraction que ces prophètes d'un monde prétendument meilleur exercent désormais sur les modes de penser de nos contemporains.

Bernard Formoso,
professeur d'anthropologie,
Université Paul Valéry – Montpellier-3,
Centre d'études et de recherches
comparatives en ethnologie,
(EA 4584-E1), Montpellier